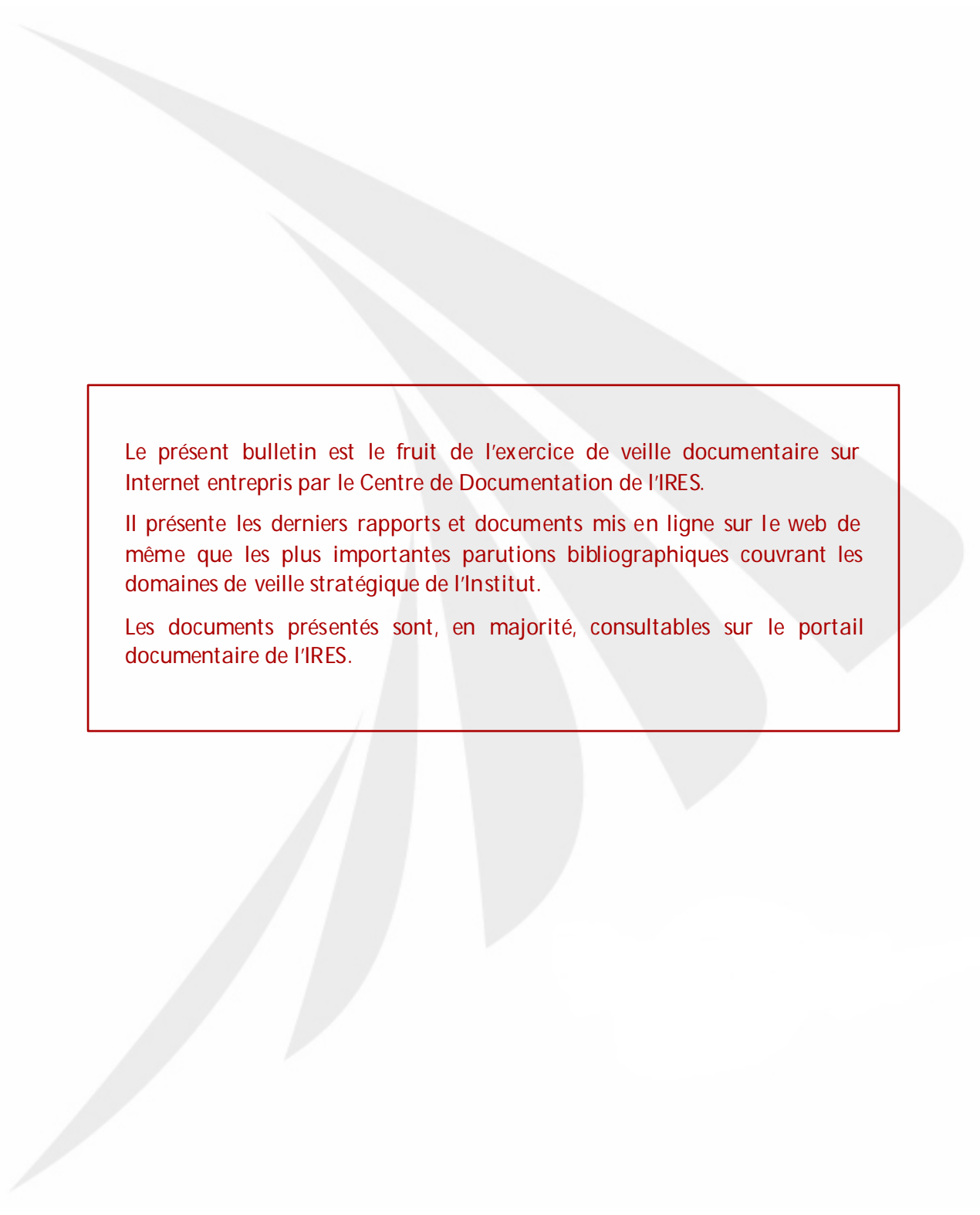




doc.VEILLE
Bulletin webographique

Septembre, 2010



Le présent bulletin est le fruit de l'exercice de veille documentaire sur Internet entrepris par le Centre de Documentation de l'IRES.

Il présente les derniers rapports et documents mis en ligne sur le web de même que les plus importantes parutions bibliographiques couvrant les domaines de veille stratégique de l'Institut.

Les documents présentés sont, en majorité, consultables sur le portail documentaire de l'IRES.

Perspectives des migrations internationales 2010

OCDE

Paris : OCDE, 2010 – 385 p.

Source : OCDE,

<http://www.oecdbookshop.org/oecd/get-it.asp?REF=8110102E.PDF&TYPE=browse>

Tags : Société | Migration | Emploi | Tendances mondiales

L'immigration a connu un ralentissement notable de par le monde du fait de la crise économique mondiale. Ainsi, l'immigration légale à caractère permanent, qui représente environ 4,4 millions de personnes dans les pays de l'OCDE, a diminué de 6 % en 2008 et cette tendance baissière s'est poursuivie en 2009. La Colombie, la Chine, la Roumanie et le Maroc ont été les plus concernés par cette évolution.

La baisse constatée concerne essentiellement les flux migratoires liés au travail et ce, pour deux raisons principales : la chute de la demande émanant de grands pays employeurs, comme les États-Unis, ainsi que le recours de plusieurs pays, à des politiques migratoires restrictives. À ce titre, la croissance de l'emploi durant la période 2005-2008 s'explique essentiellement par une plus forte mobilisation de la population active résidente.

À l'inverse, l'immigration familiale a connu une progression de l'ordre de 3 % tout comme celle à caractère humanitaire (+14 % pour les demandeurs d'asile). De même, les migrations temporaires et saisonnières ont enregistré une augmentation en 2008.



Dans le même sillage, les flux d'étudiants étrangers continuent s'orienter à la hausse. Le nombre d'étudiants internationaux a plus que doublé entre 2000 et 2007, pour s'établir à plus de 2 millions d'étudiants. Les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France et l'Australie sont les principaux pays d'accueil de ces flux. Dans les pays de l'OCDE, les étudiants internationaux représentent des travailleurs immigrés potentiels hautement qualifiés. D'ailleurs le taux de rétention (changement de statut d'étudiants ayant terminé leurs études) est estimé, en moyenne, à 21 %.

Le rapport a mis également en exergue les évolutions qu'ont connues les politiques migratoires dans les pays de l'OCDE, notamment les nouvelles lois régissant l'entrée, le séjour et l'accès au marché du travail des immigrés. Il a aussi passé en revue les procédures de recrutement des immigrés en fonction des besoins du marché du travail du pays d'accueil, ainsi que les mesures susceptibles de garantir leur intégration.

La coopération entre le Conseil de l'Europe et les pays du Maghreb en matière de cohésion sociale

Commission des questions sociales, de la santé et de la famille

Strasbourg : Conseil de l'Europe, 2010 – 17 p.

Source : Conseil de l'Europe,

<http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/Doc10/FDOC12353.pdf>

Tags : Société | Europe | Maghreb | Cohésion sociale

Dans son rapport sur la cohésion sociale dans les pays du Maghreb, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe tout en reconnaissant les efforts accomplis par les trois pays du Maghreb central -l'Algérie, le Maroc et la Tunisie- en matière de lutte contre la pauvreté, estime que ces efforts doivent être maintenus et centrés de plus en plus sur le renforcement de la cohésion sociale.

En raison des multiples interdépendances entre les pays du Maghreb et ceux de l'Europe, l'Assemblée parlementaire a réitéré la nécessité d'œuvrer, dans le cadre des actions du Centre Nord-Sud, en faveur du renforcement de la cohésion sociale dans les pays du Maghreb et ce, à travers la prise en compte du volet social dans la promotion des valeurs fondamentales du Conseil de l'Europe.

Le Rapport a mis en avant le rôle du Centre Nord-Sud en tant qu'interface entre le Conseil de l'Europe et le Maghreb. Il devrait constituer le noyau de toute coopération intergouvernementale future avec les pays du

Maghreb. Déjà, le Centre a été en mesure de susciter un intérêt croissant parmi les pays concernés, avec l'adhésion officielle du Maroc au Centre en 2009 et les démarches en cours pour faire adhérer l'Algérie et la Tunisie.

Le rapport a souligné les avancées réalisées par le Maroc au cours des dernières années sur les plans économiques et sociales. Il a mis en relief la prise de conscience effective des problématiques sociales, comme en témoignent l'accélération des politiques publiques dans des secteurs qualifiés de «sociaux», ainsi que l'instauration d'un certain dialogue social grâce à l'adoption récente de lois sociales.

Le Conseil de l'Europe estime que les politiques réformatrices mises en œuvre par le Maroc ont eu un impact globalement positif, comme en témoigne la tendance baissière du taux de chômage qui a été ramené à 9,6 % en 2008 et devrait ressortir à 9,2 % en 2009.



Characterizing the HIV Epidemic in the Middle East and North Africa

Banque Mondiale

Washington : Banque Mondiale, 2010 – 310 p.

Source : Banque Mondiale,

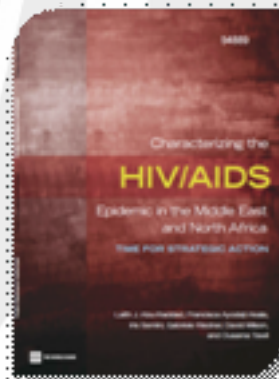
[http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900sid/MUMA-86W846/\\$file/WB_HIV_Jun2010.pdf?openement](http://www.reliefweb.int/rw/lib.nsf/db900sid/MUMA-86W846/$file/WB_HIV_Jun2010.pdf?openement)

Tags : Société | Santé | Sida | MENA

Dans la région MENA, les personnes atteintes du VIH sont socialement inacceptées, ce qui les empêche de recourir aux soins et services pour leur traitement. D'après les chiffres de l'ONUSIDA, quelques 412.000 personnes seraient atteintes du VIH dans la région en 2008, alors que l'effectif en 2001 ne dépassait pas 270.000 cas.

La compréhension des dynamiques et tendances du VIH dans la région, dans l'optique de définir des stratégies efficaces pour lutter contre ce virus, demeure, toutefois, difficile étant donné le peu de données fiables en la matière.

Le rapport a mis en relief les travaux de recherche scientifique réalisés sur la propagation du virus du sida dans la région. Les données recueillies montrent que, hormis le Djibouti, la Somalie et le Sud du Soudan, la prolifération du VIH dans les populations de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) est parmi la plus faible au monde.



Par ailleurs, le rapport a précisé que l'évolution de l'épidémie dans la région MENA concerne de plus en plus les femmes dont la majorité est touchée du virus à cause des comportements sexuels à risque de leurs conjoints.

Sur un autre volet, le rapport a montré que si plusieurs pays de la région donnent accès gratuitement aux médicaments antirétroviraux, seuls 14% des personnes atteintes du virus (soit 68.000 cas) ont bénéficié en 2008 des soins médicaux publics.

Le rapport a quelques recommandations pour permettre aux pays de la région MENA d'apporter une réponse efficace au fléau du HIV : renforcer les dispositifs de surveillance et de prévention, développer la recherche scientifique et formaliser des politiques basées sur des données probantes, se focaliser sur les groupes les plus touchés par l'épidémie, consolider le rôle de la société civile.

Rapport sur les tendances interculturelles EUROMED

Fondation Anna Lindh

Bruxelles: Fondation Anna Lindh, 2010 - 84 p.

Source : Fondation Anna Lindh,

www.euromedalex.org/sites/default/files/AnnaLindhReport2010.pdf

Tags : Tendances interculturelles | Euro-méditerranée

La Fondation Anna Lindh a publié son rapport 2010 sur les tendances interculturelles dans la région Euro-méditerranéenne. Ce rapport, qui a pour objet de cerner les réalités politiques, humaines et culturelles de la région, offre aux décideurs politiques et aux acteurs de la société civile quelques lignes d'action afin de faire face aux facteurs entravant la stabilité dans la région.



importance centrale à la religion contrairement aux européens qui la perçoivent parfois comme un danger potentiel.

Dans cette perspective, le rapport a mis l'accent sur la nécessité d'accorder une importance particulière au respect des autres cultures et confessions en vue de construire un projet commun aux pays de la région.

Ce rapport est basé sur une enquête d'opinion réalisée par l'Institut Gallup. L'échantillon porte sur un effectif de 1000 personnes dans chacun des quatorze pays euro-méditerranéens retenus.

L'enquête a fait état de l'existence d'un fossé dans les perceptions mutuelles. Elle a permis de ressortir, notamment les divergences importantes qui existent sur le terrain des valeurs religieuses. Une grande partie de la population des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée accorde une

Pour cela, le rapport a précisé que la construction d'une région euro-méditerranéenne intégrée nécessite l'investissement dans l'apprentissage interculturel et des valeurs, la promotion et la diversité des productions médiatiques pour l'amélioration de la connaissance et du respect de l'autre, le renforcement des échanges interculturels et les approches transnationales afin de développer une culture du pluralisme, du respect et de l'échange entre les individus et les communautés présentes dans cette région.

^(*) Les treize pays étudiés par le rapport étaient : l'Allemagne, la Bosnie-Herzégovine, l'Égypte, l'Espagne, la France, la Grèce, la Hongrie, le Liban, le Maroc, le Royaume Uni, la Suède, la Syrie, et la Turquie.

..... SOCIÉTÉ

Renforcement du partenariat mondial pour le développement en temps de crise

Organisation des Nations Unis

New York : ONU, 2010 - 102 p.

Source :ONU,

www.un.org/esa/policy/mdggap/mdggap2010/mdg8report2010_engw.pdf

Tags : Société | OMD

A la veille du Sommet mondial contre la pauvreté, visant à passer en revue les progrès réalisés pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le présent rapport vient confirmer le bilan critique sur l'état d'avancement des engagements pris par les pays développés, dix ans après la Déclaration du Millénaire.

En effet, le rapport a révélé que la crise économique mondiale a ralenti le rythme de réduction de la pauvreté, essentiellement dans les pays en développement, ce qui retardera davantage l'atteinte des OMD. D'autres aspects des OMD, seraient également menacés notamment ceux qui ont trait à la lutte contre faim, à la promotion de l'égalité des sexes, à l'amélioration de la santé maternelle et infantile et à l'accès à l'eau potable et au contrôle des maladies.

Le rapport prévoit une baisse du nombre total de personnes vivant dans l'extrême pauvreté qui devrait passer de 1,8 milliard de personnes enregistrées en 1990 à 920 millions d'ici à 2015.

Dans le même sillage, le rapport souligne que pour rattraper le retard accusé en matière de concrétisation des OMD, la communauté internationale devrait s'engager à respecter l'objectif d'aide publique au

développement, fixé par les Nations Unies à 0,7% de leur Revenu National Brut (RNB), tout en garantissant la transparence des mécanismes d'octroi de l'aide.

S'agissant du commerce international, le rapport a précisé que les pays en développement doivent tirer profit de leur intégration commerciale, en intensifiant leurs efforts pour conclure les négociations du cycle de Doha sur le développement. Pour cela, l'effort de démantèlement tarifaire et non tarifaire doit être poursuivi, dans le cadre de la préservation de la flexibilité et du soutien nécessaires pour renforcer leur production et leurs capacités commerciales.

Le rapport a exhorté le renforcement de la coopération Sud-Sud afin d'atteindre les OMD, En outre, il a souligné que les problèmes de la dette des pays en développement doivent être analysés plus profondément. Un moratoire sur les obligations au titre du service de dette devrait être proposé aux pays durement affectés par les crises, les chocs extérieurs, les conflits et catastrophes naturelles. Les autres recommandations du rapport sont liées à l'amélioration de l'accès des pays en développement aux médicaments essentiels à des prix abordables, ainsi qu'aux nouvelles technologies.



The African Challengers : Global Competitors Emerge from the Overlooked Continents

Boston Consulting Group

Boston : BCG, 2010 - 15 p.

Source : BCG,

<http://www.bcg.com/documents/file44610.pdf>

Tags : Economie | Concurrence | Afrique | Maroc

A l'image des pays africains qui enregistrent des taux de croissance économique prometteurs, le Maroc est considéré comme faisant partie des « lions de l'Afrique ».

L'étude du Boston Consulting Group (BCG), précise qu'en plus du Maroc, ce groupe, comprend également la Tunisie, l'Algérie, la Libye, l'Egypte, l'Afrique du Sud, le Botswana et les Iles Maurice. Ensemble, ces pays représentent 70% du PIB de l'Afrique. Leur PIB moyen par habitant (10.000 dollars) est supérieur à celui des BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), qui n'est que de l'ordre de 8.000 dollars.

L'étude relève que les 40 plus grandes entreprises africaines, dont la majorité est concentrée au Maroc, en Afrique du Sud et en Egypte, ont

enregistré une croissance soutenue de leurs activités. Les performances de ces entreprises, dont le chiffre d'affaires est estimé entre 80 millions et 350 millions de dollars, se comparent désormais à celles de leurs homologues dans les BRIC.

Ces entreprises, qui sont déjà des acteurs régionaux dans les secteurs des mines, des industries de consommation et des services, disposent d'un fort potentiel pour élargir leur champ d'activité au niveau international.

Le facteur principal qui aurait favorisé l'expansion de ces compagnies a été la croissance des exportations. Ces dernières ont crû de 3%

annuellement durant les années 90 avant de passer à 18% depuis l'an 2000, soit un rythme de progression similaire à celui réalisé par les entreprises relevant des BRIC.



Examens de l'OCDE des politiques de l'investissement : Maroc

OCDE

Paris : OCDE, 2010 - 126 p.

Source : OCDE,

<http://www.oecdbookshop.org/oecd/get-it.asp?REF=2010022E.PDF&TYPE=browse>

Tags : Economie | Investissement | IDE | Maroc

Le Maroc a déployé des efforts importants pour mettre en place un cadre institutionnel, juridique, économique et financier, en vue d'encourager un climat favorable aux investissements. La volonté du Royaume d'adhérer à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales s'inscrit en harmonie avec les objectifs des réformes engagées, en l'occurrence la promotion d'un régime d'investissement ouvert et transparent.

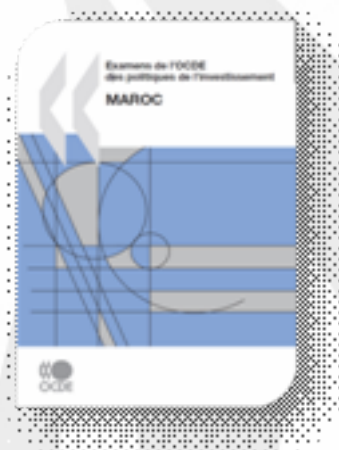
Les réformes entreprises par le Maroc ont stimulé la croissance de son économie et encouragé sa diversification et sa modernisation. Entre 2003 et 2008, le PIB a augmenté en moyenne annuelle de 5,1%. Les flux d'investissements directs étrangers (IDE) ont progressé depuis 2000 pour atteindre de 2,8 milliards de dollars en 2007, soit une augmentation de 16% par rapport à 2006.

Le développement des IDE illustre les progrès accomplis par le Maroc, notamment en matière d'amélioration de la transparence des politiques publiques et du système de régulation des IDE. À titre d'exemple, l'accord de libre-échange avec les États-Unis a été conclu selon une approche selon laquelle tous les secteurs sont libres de restrictions sauf ceux spécifiquement identifiés dans une

liste dite négative. Cette démarche a abouti à l'établissement de la liste d'exceptions précisée par le Maroc dans le cadre de son processus d'adhésion à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international.

Le Maroc a finalisé plusieurs accords de libre-échange (ALE), notamment avec l'Union européenne, les États-Unis, l'Association Européenne de Libre-Echange (AELE), la Turquie et plusieurs pays arabes. De plus, les autorités marocaines ont adopté une série de textes législatifs nécessaires pour améliorer l'environnement des investissements et des progrès ont été accomplis en termes de transparence et d'accès à l'information des entreprises au même titre que la réduction de la durée et du coût des procédures administratives.

Le Royaume finalise une importante réforme du dispositif de promotion des investissements. L'Agence marocaine de développement des investissements (AMDI) sera un point central à caractère intra-gouvernementale pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer la stratégie d'attractivité du pays aux investissements. Les 16 centres régionaux d'investissement (CRI) créés en 2002 continueront de jouer leur rôle d'aide et d'accompagnement des projets d'investissement au niveau local.



••••• ECONOMIE •••••

Rapport sur la compétitivité mondiale 2010-2011

Forum Economique Mondial

Genève : Forum Economique Mondial, 2010 – 515 p.

Source : WEF,

http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalCompetitivenessReport_2010-11.pdf

Tags : Economie | Compétitivité mondiale

Le Forum Economique Mondial a publié récemment son classement annuel, au titre de l'Indice de Compétitivité Mondiale (GCI).

Cet indice, qui dresse le niveau de la compétitivité dans 139 pays, couvre douze dimensions portant essentiellement sur la croissance, la productivité, la santé, l'éducation, le développement technologique et l'innovation.

Au niveau du classement mondial, la Suisse conserve sa position de leader grâce notamment à sa forte capacité d'innovation, tandis que les Etats-Unis perdent deux places par rapport à 2009 et reculent à la quatrième position, devancés par la Suède et Singapour. Une rétrogradation qui s'explique par les déséquilibres macroéconomiques et l'affaiblissement des institutions publiques et privées.

Au niveau des pays maghrébins, le Maroc s'est placé à la 75^{ème} place avec un score de 4,08, suivi de l'Algérie (86^{ème} place avec un score de 3,96), la Libye (100^{ème} place et un score de 3,74) et la Mauritanie (135^{ème}



rang avec un score de 3,14). Pour sa part, la Tunisie a été classée 32^{ème} à l'échelle mondiale, avec un score 4,65.

Quant aux pays du Moyen-Orient, le Qatar se situe en tête du classement (17^{ème}), devançant l'Arabie Saoudite (21^{ème}), les Emirats Arabes Unis (25^{ème}), le Koweït (35^{ème}) et le Bahreïn (37^{ème}).

Par ailleurs, l'Afrique du Sud (54^{ème}) et l'île Maurice (55^{ème}) figurent, à l'instar de plusieurs pays de la région MENA, au milieu du classement mondial, suivies de la Namibie (74^{ème}), le Botswana (76^{ème}) et le Rwanda (80^{ème}).

Country/Economy	GCI 2010		GCI 2009		Change 2009-2010
	Rank	Score	Rank		
Switzerland	1	5.63	1	•	0
Sweden	2	5.56	4	•	2
Singapore	3	5.48	3	•	0
United States	4	5.43	2	•	-2
Germany	5	5.39	7	•	2
Japan	6	5.37	8	•	2
Finland	7	5.37	6	•	-1
Netherlands	8	5.33	10	•	2
Denmark	9	5.32	5	•	-4
Canada	10	5.30	9	•	-1

Les dix pays les plus compétitifs au monde

The failed States Index

Foreign Policy & The Fund of Peace

New York : Foreign Policy, 2010 - 36 p.

Source : FP,

http://www.fundforpeace.org/web/index.php?option=com_content&task=view&id=99&Itemid=140

Tags : Etats vulnérables | Cohesion sociale | Développement économique

Publié par la revue américaine Foreign Policy et par le Fonds pour la paix, l'index des Etats les plus vulnérables au monde donne une image détaillée sur le niveau de la cohésion sociale, ethnique et culturelle, la croissance économique, les flux des réfugiés, et les violations des droits de l'Homme dans le monde.

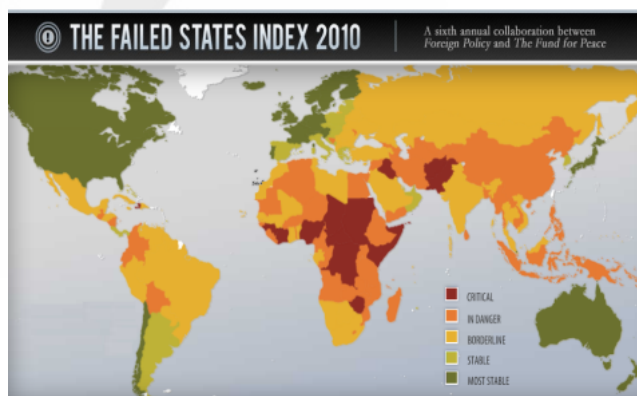
Sur un total de 177 pays, la Somalie est en tête du classement comme étant le pays le plus vulnérable au monde, suivie du Zimbabwe, du Soudan, du Tchad, de la République démocratique du Congo, de l'Irak et de l'Afghanistan.

Au niveau maghrébin, le Maroc occupe une position relativement favorable, se situant à la 93^{ème} place. En



revanche, l'Algérie et la Mauritanie sont classées respectivement à la 73^{ème} et 46^{ème} place, affectées notamment par le poids de l'instabilité politique.

S'agissant des résultats du Maroc au niveau des composantes de l'indice, le pays a obtenu une note de 7,8 sur 10 en ce qui concerne le développement économique, et de 7,6 sur 10 pour la pression démographique. Une note similaire a été enregistrée au niveau de la légitimité de l'Etat, avec une note de 7,4 sur 10. Des performances relativement moyennes ont été enregistrées au niveau des doléances des citoyens (6,8), des services publics (6,6 sur 10) et, un peu mieux, au niveau de l'appareil sécuritaire (5,1 sur 10).



..... INDEX DES TAGS

A

Afrique..... 8

C

Cohesion sociale..... 11
Cohésion sociale..... 4
Compétitivité mondiale..... 10
Concurrence..... 8

D

Développement économique..... 11

E

Economie..... 8, 9, 10
Emploi..... 3, 6
Etats vulnérables..... 11
Europe..... 4

I

IDE..... 9
Investissement..... 9

M

Maghreb..... 4
Maroc..... 9
MENA..... 5
Migration..... 3

S

Santé..... 5
Sida..... 5
Société..... 3, 4, 5

T

Tendances mondiales..... 3, 6
